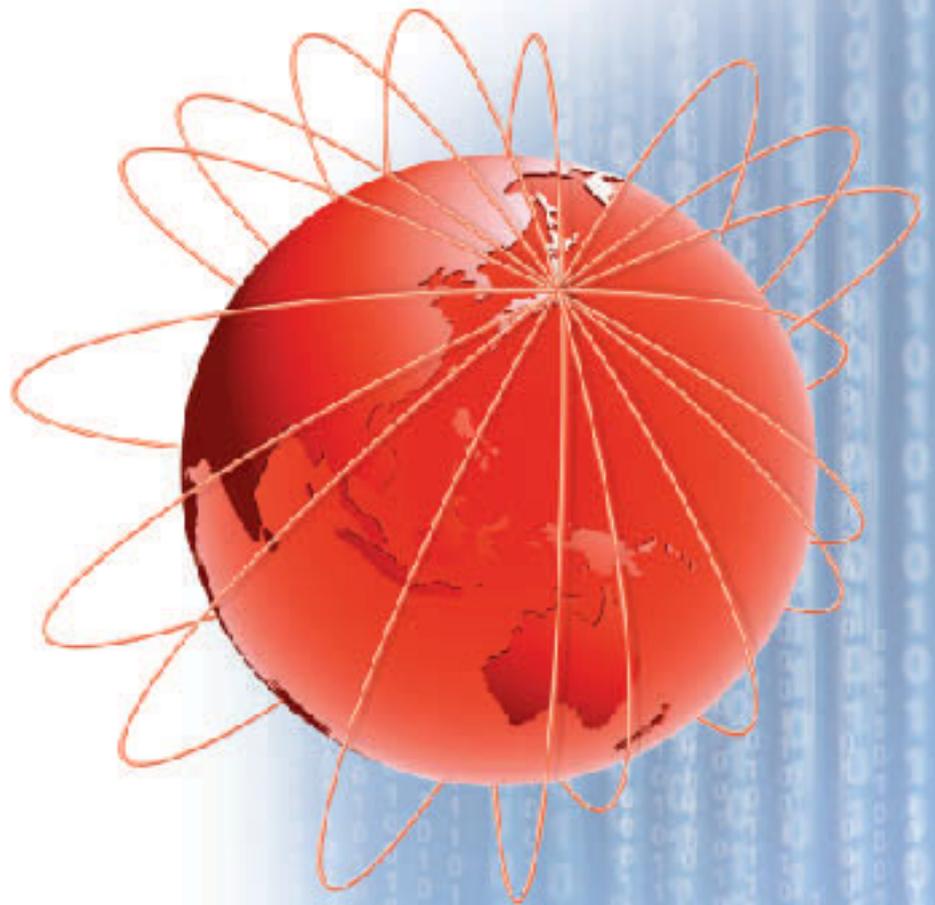


Secteurs attractifs

TIC Technologies de l'information
et de la communication



Panorama du secteur technologies de l'information et de la communication (TIC)



Le plus vaste marché du Japon conserve son dynamisme

Le secteur japonais de l'information et de la communication a connu une croissance annuelle moyenne de 5,6 % par an entre 1995 et 2002, prenant ainsi la tête des plus grands secteurs industriels japonais en termes de taille du marché. En 2002, il a progressé pour atteindre les 116 000 milliards de yens, et la croissance devrait se poursuivre avec l'avènement de ce qui est appelé « la société des réseaux omniprésents ».

* Un environnement de communications dans lequel (1) les ordinateurs et divers équipements et objets contenant des mémoires sont (2) facilement connectés les uns aux autres par l'intermédiaire d'un réseau, et (3) échangent librement des contenus et des informations de situation, tout en (4) rendant la vie quotidienne et le travail plus faciles et plus sûrs.

Des plans plus ambitieux pour le futur

Il existe au Japon de nombreux pôles d'activités axés autour des technologies de l'information et ayant un fort potentiel de croissance. Ces pôles se sont développés par eux-mêmes plutôt que par une quelconque volonté gouvernementale. Aujourd'hui, les autorités nationales et locales leur fournissent des aides, créant ainsi un environnement d'affaires idéal pour d'éventuels investisseurs étrangers. De plus, le IT Strategic Headquarters, organisme gouvernemental ayant à sa tête le Premier ministre, a présenté en juin 2004 un « e-Japan Priority Policy Program 2004 » qui vise à promouvoir un projet national donnant une nouvelle impulsion au développement des infrastructures au Japon, en impliquant à la fois les secteurs public et privé.

Cinq secteurs très prometteurs

A l'intérieur de ce marché en croissance, cinq segments sont considérés comme ayant le plus de potentialités futures : les réseaux, les plateformes (incluant notamment les marchés de l'identification électronique, des centres de données Internet, des fournisseurs de services applicatifs et de la sécurité), les réseaux domestiques, les infrastructures et le commerce, dont le commerce électronique.

Des clusters industriels attractifs

De nouveaux réseaux d'entrepreneurs, de cadres et d'ingénieurs se sont créés au gré des innovations dans les technologies de l'information, et ces réseaux offrent à leur tour de nouvelles opportunités d'affaires. Cette dynamique multiplie les chances des investisseurs étrangers, à condition qu'ils soient particulièrement attentifs aux nombreuses innovations prenant forme et devenant réalité dans ce secteur. Explorons maintenant les potentiels de certains de ces pôles en technologies de l'information.



Les frontières du marché des TIC en expansion constante

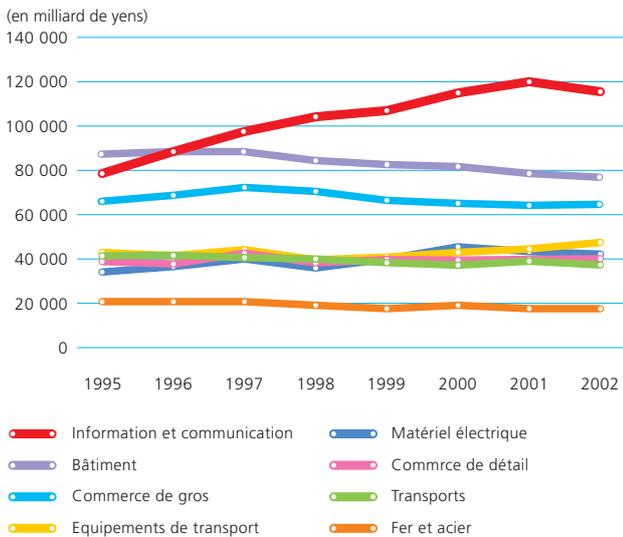
Le secteur des TIC a élargi son champ d'action au-delà de la fabrication d'équipements pour inclure la maintenance et la gestion, ainsi que la création de contenus audio, vidéo, imprimé et numérique. Avec l'entrée en vigueur des nouvelles lois sur la protection des données personnelles en avril 2005, de nouvelles opportunités devraient émerger dans le secteur de la sécurité de l'information. Ces évolutions vont conduire au développement de toute une gamme d'occasions à saisir sur le marché japonais des TIC.

Table des matières

Panorama du marché	P.4
Mesures politiques	P.6
Secteurs clés	P.8
Des opportunités d'affaires à travers tout le Japon	P. 12
Etudes de cas	P.14

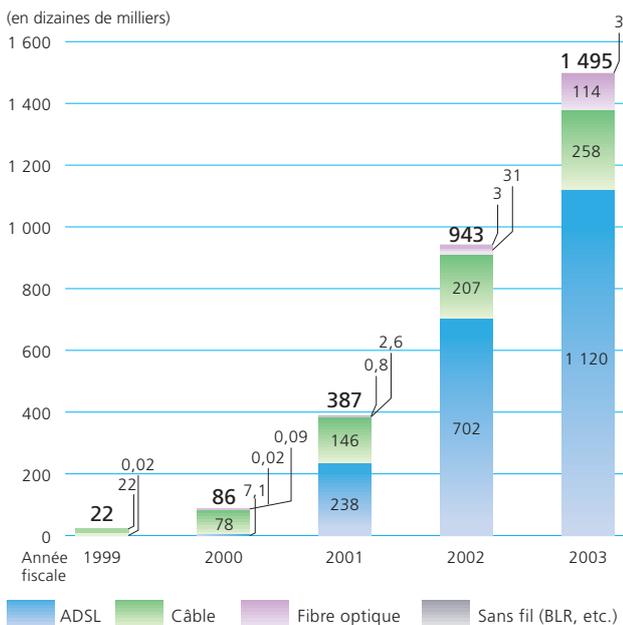
Panorama du marché

Principaux secteurs industriels du Japon : taille du marché par industrie



NB : Production nationale (production brute) basée sur les chiffres de consommation-production
 Source : « Information and Communications in Japan 2004 », ministère des Affaires intérieures et des communications

Nombre d'abonnés au haut débit au Japon



Source : « Information and Communications in Japan 2004 », ministère des Affaires intérieures et des communications

TIC — Le marché japonais le plus important et le plus dynamique conserve sa puissance

Commencée en 1996 avec l'expansion rapide des ordinateurs personnels, d'internet et des communications mobiles, la révolution japonaise des TIC a rapidement pris son essor. Dès 1996, le secteur de l'information et de la communication prétendait au titre de numéro un des huit secteurs industriels du Japon, et en 2002, il comptait pour 12 % de la production de l'ensemble des entreprises du pays.

Ce marché a connu une croissance rapide, avec une moyenne annuelle de 5,6 % entre 1995 et 2002. Le développement des infrastructures des TIC dans les entreprises semble avoir récemment atteint son apogée, mais des opportunités continuent à apparaître car de nombreuses entreprises du secteur n'ont pas encore commencé à réduire leurs coûts et à créer de la valeur ajoutée.

L'arrivée de la société de réseaux omniprésents, en particulier, rendue possible par la révolution des technologies de l'information, devrait créer de nouveaux marchés colossaux. Le ministère des Affaires intérieures et des communications estime à 59,3 milliards de yens en 2007 et 87,6 milliards de yens en 2010 la taille des marchés liés à ces réseaux omniprésents.

N° 2 mondial pour le nombre d'utilisateurs d'internet, et des capacités de croissance rapide dans le haut débit

Il est impossible de parler du secteur de l'information et de la communication sans faire mention d'internet. Le ministère des Affaires intérieures et des communications évalue à 77,3 millions (chiffre 2003) le nombre d'utilisateurs d'internet au Japon, ne cédant le pas qu'aux Etats-Unis. Ce mouvement devrait se poursuivre à la hausse pour atteindre à son maximum 88,92 millions en 2007. D'autre part, toujours en 2007, la pénétration du haut débit dans les entreprises devrait être de 92,8 %. Par ailleurs, 88,1 % des foyers devaient être connectés à internet, les foyers non connectés ne représentant plus qu'une minorité. Dès la fin des années 1990, le Japon a commencé à mettre en place des mesures politiques destinées à favoriser la concurrence et améliorer l'accès au secteur des communications, en se focalisant sur l'introduction rapide d'infrastructures haut débit sur le marché. Ces mesures, de pair avec l'entrée dans le champ des communications de sociétés issues d'autres secteurs industriels, ont alimenté l'explosion de la vitesse du haut débit et de la réduction des prix, fournissant ainsi un catalyseur à la croissance rapide du marché japonais du haut débit qui a pris son essor au début de l'année 2001. Par exemple, Yahoo! BB (ADSL), lancé en septembre 2001, comptait plus de 1,69 millions d'abonnés dès la fin de l'année 2002. Entre janvier 2002 et janvier 2003, NTT a augmenté le nombre de ses abonnés au service FTTH (Fiber to the home, raccordement des foyers directement en fibre optique) d'un peu plus de 12 000 à 233 000. On compte actuellement près de 17 millions d'abonnés au haut débit par fibre optique au Japon, et ce chiffre devrait dépasser les 20 millions d'ici à la fin de l'année 2005.

Panorama des marchés liés aux « réseaux omniprésents »

Marché		Détails et exemples
I. Marché principal		
1. Réseaux		Réseaux longue distance, télécommunications sans fil, réseaux IP avancés
a. Réseaux fixes		Internet par ADSL, fibre optique et câble
b. Réseaux sans fil		Téléphones cellulaires 3G et supérieurs, réseaux locaux publics sans fil
c. Téléphonie IP		Téléphonie IP pour les particuliers et pour les entreprises
d. Réseaux d'entreprise		Réseaux étendus Ethernet, réseaux IP à valeur ajoutée, lignes dédiées
2. Matériels		Équipements et terminaux nécessaires pour l'utilisation des réseaux de communication avancés
a. Ordinateur personnels		Unités centrales, écrans, mémoires externes
b. Réseaux et infrastructures		Matériels de connexion au réseau, équipements d'échanges et de diffusion
c. Terminaux fixes de réseau		Matériels d'entrée et de sortie autres que les deux ci-dessus
d. Terminaux mobiles de réseau		Téléphones cellulaires 3G et supérieurs, matériels électro-acoustiques pour réseaux
e. Réseaux domestiques		Récepteurs pour la télévision numérique terrestre, consoles de jeux, lecteurs DVD, caméscopes numériques, réfrigérateurs, machines à laver, appareils d'air conditionné (hors climatisation automobile) et fours à micro-ondes reliés au réseau
f. Automobile		Équipements ETC embarqués, systèmes de navigation embarqués
g. Cartes et étiquettes à mémoire		Cartes à puce, étiquettes électroniques
3. Plateformes		Services en infrastructure partagée pour les applications de réseaux de communication avancés
a. Authentification électronique, signatures électroniques (estampille temporelle)		Authentification électronique : authentification personnelle, authentification d'entreprise, authentification d'un serveur, authentification d'un client Signature électronique : services basés sur l'horodatage à la création du document
b. Centres de données internet, fournisseurs de services applicatifs		Centres de données internet : hébergement, serveurs mutualisés, services associés Fournisseurs de services applicatifs : services permettant d'utiliser des applications en ligne
c. Sécurité		Surveillance des accès non autorisés et des virus, agents d'application pare-feu, contrôle du trafic, sauvegarde des données, supervision du système, offres CDI sécurisées, assurance sécurité, services d'analyse des journaux liés aux systèmes de détection d'intrusions, logiciels
d. Services financiers en ligne		Services bancaires en réseau, opérations sur actions et gestion des investissements
e. Autres plateformes de marchés		Places de marché : services pour installer des places de marché en ligne et des points de vente secondaires Paiement électronique : argent électronique, cartes de crédit, paiement électronique B-to-C par les FAI, paiement dans des magasins réels en utilisant de l'argent électronique via des cartes de proximité Réseaux de diffusion de contenu : services pour contribuer à une diffusion efficace des contenus Publicité sur internet, publicité sur les mobiles
4. Services / contenus		Services et contenus utilisés sur un environnement avancé de communications
a. Contenus numériques		De type forfaitaire, de type en réseau, de type téléphone mobile
b. Télédiffusion numérique		Télédiffusion numérique terrestre, télédiffusion numérique par satellite, télédiffusion numérique « CS Broadcasting », télédiffusion numérique par câble, télédiffusion large bande
c. Autres marchés de services		Services de gestion de la santé à distance : gestion de la santé à distance, soutien médical à domicile Surveillance à distance des personnes âgées : services pour contrôler la sécurité des personnes âgées nécessitant des soins infirmiers et pour émettre des alertes d'urgence Services de localisation : retrouver des personnes âgées égarées, retrouver des voitures volées, vérifier la localisation des enfants, des animaux domestiques ou des objets, fournir des informations de localisation actuelle Sécurité de l'habitat e-learning : enseignement du primaire et du collège, enseignement secondaire, formation continue, formation des adultes Surveillance par capteurs : service de surveillance et de contrôle des appareils dans les immeubles de bureaux et les immeubles d'habitat en utilisant les technologies de communication IP Courses et loteries en réseau : courses de chevaux, courses de vélos, courses nautiques, courses automobiles, loteries, loto sportif
II. Marchés connexes		
1. Commerce		Marché du e-commerce orienté consommateurs, paiements non liquides utilisant les étiquettes électroniques et les cartes à puce de proximité
2. Infrastructures		Investissement de capital d'entreprise et autres en lien avec la provision et l'utilisation de services basés sur les réseaux avancés d'information (logiciels, équipements à l'exception des appareils dédiés et des terminaux)

Source : préparé par Mitsubishi Research Institute, à partir de « IT Economics Analysis », une enquête du ministère des Affaires étrangères

Mesures politiques

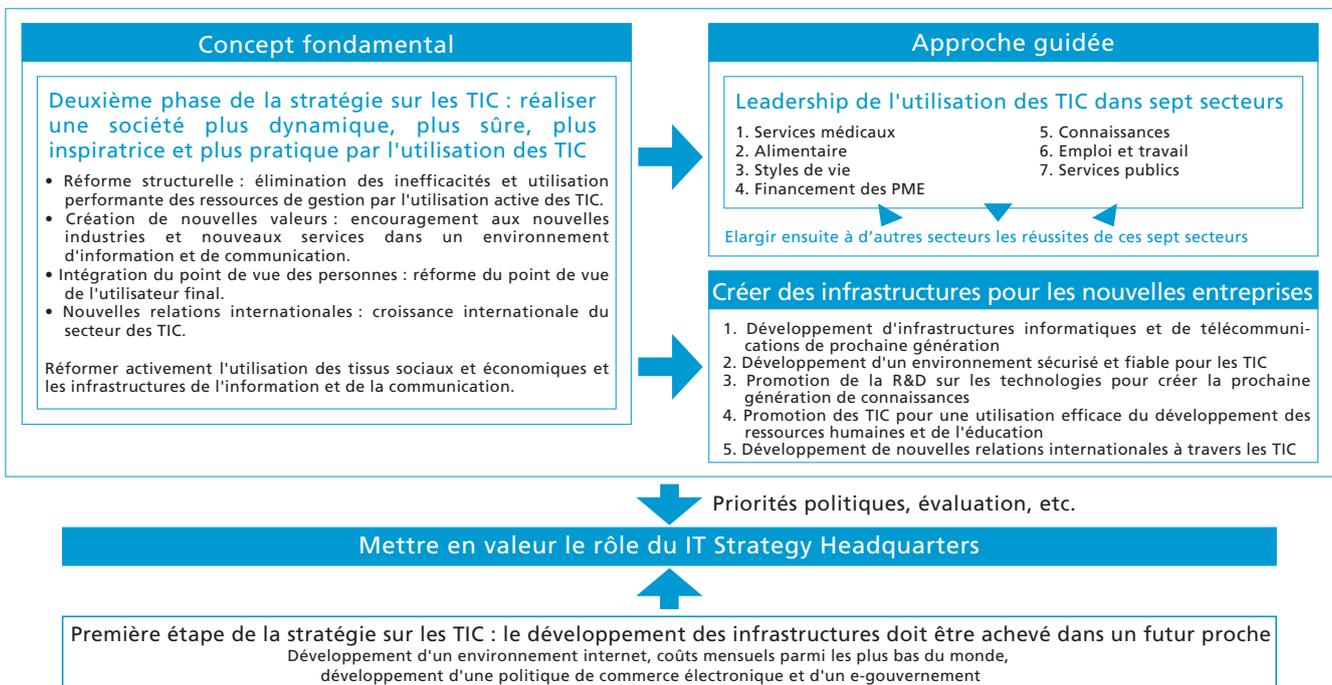
L'approche gouvernementale des secteurs privé et public — promesses tenues



Consolider la place du Japon comme leader mondial du secteur des TIC est l'objectif de l'IT Strategic Headquarters, organisme gouvernemental ayant à sa tête le Premier ministre. En janvier 2001, ce « quartier général » a établi les grandes lignes de la « e-Japan Strategy », conçue pour faire des TIC une priorité nationale. Grâce au succès d'e-Japan, plusieurs objectifs ont été atteints, comme donner accès à l'internet haut débit à plus de 10 millions de foyers en 2003 à l'un des tarifs les plus bas du monde.

Suite à cela, le gouvernement a introduit la « e-Japan Strategy II » en 2002, qui visait à promouvoir l'innovation dans les tissus économiques et sociaux du pays en ayant recours aux infrastructures haut débit. L'étape suivante a été les « e-Japan Priority Policy Programs » en 2003 et 2004 pour consolider les fondations de cette nouvelle société de l'information et de la communication. Des représentants du secteur privé associés au IT Strategy Headquarters ont joué un rôle significatif dans le développement de la stratégie fondamentale pour l'information et la communication.

« e-Japan Strategy II »



Source : « Advanced Information and Telecommunications Society Promotion Headquarters », Cabinet Office

Les entreprises étrangères réagissent elles aussi à ces mesures gouvernementales. Dans le secteur de l'administration publique par exemple, Nihon Verisign, Oracle Japan et Nihon Unisys ont chacune développé des modèles de solutions réseaux pour des systèmes d'identification électronique nécessaires à la société numérique, et les commercialisent auprès de quelque

700 administrations locales à travers le pays. Les huit segments prioritaires sont : (1) le secteur médical, (2) l'éducation et les ressources humaines, (3) les styles de vie, (4) la R&D, (5) les relations internationales, (6) la sécurité de l'information et la protection de la vie privée, (7) le commerce électronique et (8) les services gouvernementaux.

Lois connexes et pénétration du marché par des sociétés internationales

La « Loi fondamentale sur la création d'une société de réseaux informatiques et de télécommunications avancés » (IT Basic Law) a été promulguée en 2000, puis le gouvernement a mis en place la « e-Japan Basic Strategy » l'année suivante. Conformément à l'objectif de ce plan stratégique, « promouvoir la construction sous cinq ans d'un internet de stature internationale permettant un accès à ultra-haut débit, et le rendre disponible à un prix raisonnable à tous les citoyens qui pourraient en avoir besoin », l'environnement des affaires

pour les TIC se développe grâce aux réglementations relatives aux communications, aux réformes de la gestion des fréquences radio, aux nouvelles orientations des politiques réglementaires touchant à l'intégration des communications et de la télédiffusion, aussi bien qu'à l'approche volontariste pour promouvoir le secteur des TIC et développer les ressources humaines. Cela inclut un soutien à la consolidation du réseau en fibre optique, l'incitation aux transactions électroniques et la promotion d'un e-gouvernement.

Les actions gouvernementales facilitant l'accès des entreprises internationales au marché

Année	Principales lois et réglementations en liaison avec les TIC	Exemples d'entrées sur le marché de sociétés étrangères
1996		Yahoo Japan Corporation (EU), AOL Japan, inc. (EU)
1997	Loi sur le marché des télécommunications. Loi sur la radio (suppression des restrictions imposées aux sociétés étrangères pour l'accès au secteur des télécommunications de Type I).	MCI Worldcom Japan Ltd. (EU), Computer Associates Japan Ltd. (EU), Internet Security Systems K.K. (EU)
1998		Vodafone K.K. (GB)
2000	Loi fondamentale sur la création d'une société de réseaux informatiques et de télécommunications avancés. Libéralisation des restrictions à l'exportation pour les technologies de cryptage. Réformes de la loi sur les brevets (révision des normes pour l'examen des inventions informatiques).	Amazon Japan K.K. (EU), Avaya Japan Ltd. (EU)
2001	Introduction d'une réglementation dissymétrique et établissement d'une Commission pour le règlement des conflits dans le secteur des télécommunications.	Google Japan Inc. (EU)
2002	Création d'une méthode pour solliciter la certification pour des travaux spéciaux de vérification destinés aux sociétés étrangères de vérification répondant aux conditions demandées. Loi fondamentale sur la propriété intellectuelle. Révision de la loi sur les brevets (renforcement de la protection par brevets de la propriété de l'information, telle que les logiciels).	LookSmart Japan K.K. (EU)
2003	Loi concernant la télédiffusion sur des services de télécommunications (élargissement des activités de la TV par câble et autres diffuseurs sans fil à des services de communication ; intégration de la télédiffusion numérique et des services internet, services bidirectionnels). Mise en place d'un système fiscal pour promouvoir les investissements dans les TIC (réductions d'impôts pour les TIC et l'investissement en R&D).	
2004	Révision de la loi sur les activités de télécommunications (suppression de la différence entre les activités de Type I et de Type II). Révision de la loi sur la radio (mise en œuvre de la révision de l'attribution des fréquences pour construire l'environnement haut débit sans fil le plus avancé du monde dans les immeubles, etc.)	Sonic Software Japan Ltd. (EU)
2005	Entrée en vigueur en avril de la loi sur la protection des données personnelles.	

Conformément à la Loi sur les échanges internationaux et le commerce international, un préavis peut être requis. Pour toute question, veuillez vous adresser au Invest Japan Office à l'adresse invest-japan@meti.go.jp.

Des incitations fiscales ouvrent de nouvelles possibilités d'investissement au Japon

1. Système fiscal pour promouvoir l'investissement dans les TIC

Autorise un abattement fiscal de 10 % ou une dépréciation spéciale de 50 % sur les coûts d'acquisition de logiciels et de matériels (ordinateurs, copies numériques, équipements utilisant des cartes à mémoire, récepteurs de diffusion numérique ou équipements de téléphonie par internet, etc.)

2. Incitations fiscales pour promouvoir les investissements en R&D

Abattement fiscal spécial pour l'ensemble des coûts de tests et de recherche. Cet abattement est calculé sur la base d'un pourcentage du CA représentant les tests et la recherche (pour l'instant entre 10 et 20 % entre 2003 et 2005).

3. Loi sur la protection des données personnelles

Cette loi, qui entre en vigueur en avril 2005, pose les règles auxquelles sont soumises les activités amenées à traiter des données personnelles, règles selon lesquelles les personnes doivent être informés de l'usage qui sera fait de ces informations. Les entreprises ne sont autorisées à utiliser ces informations qu'avec le consentement des personnes concernées.

Avec cette nouvelle loi, les entreprises du secteur des TIC endosseront la

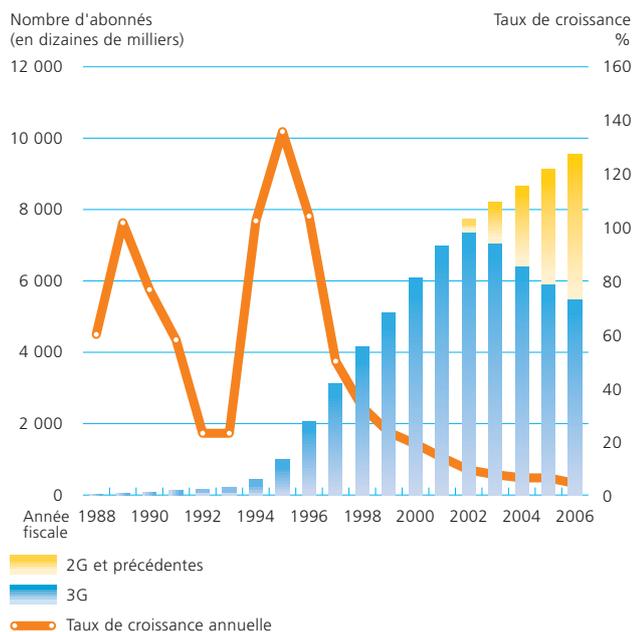
responsabilité de l'exactitude des données personnelles, de la protection de ces données contre des fuites, pertes ou autres préjudices, ainsi que la surveillance de la sécurité de la gestion des données personnelles par les employés et les sous-traitants. D'importantes opportunités d'affaires se présenteront aux sociétés telles que les éditeurs de logiciels ou les intégrateurs systèmes capables de satisfaire les besoins en protection de données personnelles en proposant des logiciels ou des systèmes de sécurité.

4. Légalisation des obligations électroniques

En 2004, le Conseil délibérant sur la structure de l'industrie, dépendant du Sous-comité sur les finances industrielles du ministère de l'Economie, du commerce et de l'industrie, a proposé de donner une base légale aux réclamations électroniques. La mise en place du concept des obligations légales par voie électronique devrait faire émerger de nouveaux services financiers informatiques, comme des services électroniques de lettres de change, des marchés pour les obligations électroniques et donner un crédit supplémentaire aux transactions électroniques.

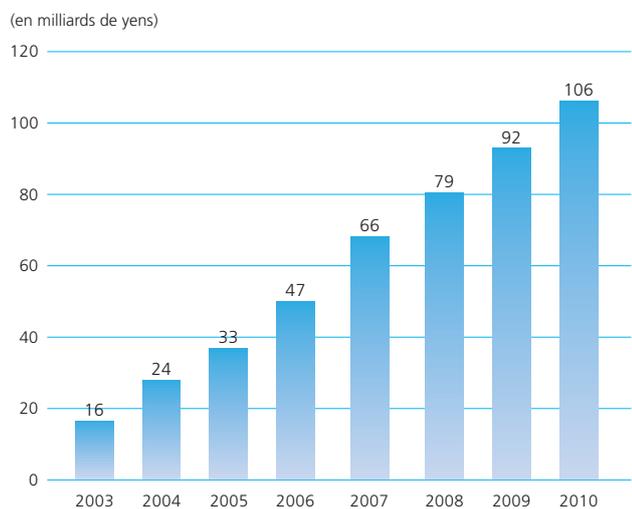
Secteurs clés

Nombre d'abonnés au téléphone mobile (état actuel et prévisions)



Source : « Trends in Mobile Communications Subscriber Levels », Ministère des Affaires intérieures et des communications et « IT Market Navigator 2006 », Nomura Research Institute

Prévisions de croissance stable pour les activités d'autorisation numérique avec la mise en œuvre du e-gouvernement



Source : « Economic Analysis of IT: a Survey », Ministère des Affaires intérieures et des communications (mars 2004)

Cinq secteurs prometteurs pour une société de réseaux omniprésents



La convergence des réseaux filaires et sans fil conduit à ce que l'on nomme la société des réseaux omniprésents, dans laquelle chacun peut se connecter aux réseaux, à tout moment et en tout lieu. Le réseau haut débit japonais se présente comme le plus rapide et le plus économique au monde, et grâce à cela, le Japon est au premier rang du développement d'une société de réseaux omniprésents. Dans le futur, le marché japonais devrait croître considérablement dès lors que les réseaux omniprésents seront largement utilisés.

Le segment de marché des réseaux, illustré par les téléphones mobiles ou l'internet mobile

La téléphonie mobile et de l'internet mobile se sont rapidement développés au Japon au cours de la seconde moitié des années 1990, rencontrant une large acceptation de la part des consommateurs. A l'heure actuelle, la croissance des abonnements s'est ralentie, et l'attention se porte sur l'émergence de nouvelles activités de communication au moment où les abonnés passent de terminaux 2G à des 3G. Les vitesses de communication dix fois plus élevées offertes par la 3G devraient ouvrir des perspectives importantes pour des activités de contenus et de communication.

La distribution de contenus comme la musique ou les dessins animés devrait croître du fait que les opérateurs de télécommunications peuvent encaisser des redevances pour le compte des fournisseurs de contenus. Les opérateurs peuvent créer leurs propres contenus ou bien créer une entreprise en partenariat avec des fournisseurs de contenus populaires au Japon. L'approche la plus prometteuse pour les nouveaux entrants dans le secteur des communications est un partenariat avec une entreprise japonaise ou une entreprise étrangère déjà présente sur le marché.

Le segment de marché des plateformes, illustré par l'authentification électronique, les centres de données internet, les fournisseurs de services d'applications et la sécurité

(1) L'autorisation numérique

Les systèmes d'autorisation numérique seront de plus en plus décisifs au fur et à mesure des progrès de la diffusion auprès des consommateurs des applications et des acquisitions électroniques. L'autorisation électronique est un système permettant l'authentification de l'identité en ligne, basée sur des certificats d'identification cryptés délivrés par des agences de certification qualifiées pour des particuliers ou des organisations enregistrés auprès d'elles. Le système utilise généralement une technologie de

Projection sur la taille des marchés des CDI, FSA et sécurité de l'information

(en milliards de yens)



Source : « Economic Analysis of IT: a Survey », Ministère des Affaires intérieures et des communications (mars 2004)

chiffrement et de déchiffrement appelée infrastructure à clé publique.

La loi relative aux signatures électroniques et services de certification, qui donne aux documents électroniques le même statut légal que des documents imprimés, est entrée en vigueur en avril 2001, ouvrant de vastes perspectives aux services d'autorisation électronique. De nombreuses sociétés ont d'ores et déjà tiré profit de cela, et le marché devrait être multiplié par six pour atteindre les 106 milliards de yens en 2010.

(2) Les centres de données internet (CDI)

Les centres de données internet permettent aux clients de maintenir leurs serveurs dans un environnement matériel idéal pour l'équipement informatique, tout en étant reliés à internet. Le service de base d'un CDI inclut l'hébergement sécurisé ainsi que l'hébergement des serveurs du client.

La demande potentielle de services CDI est forte au Japon à cause des fréquents séismes. Les entreprises ont tendance à avoir recours à l'externalisation, ce qui contribue également à la croissance du marché.

Exodus, Above Net, Cable and Wireless IDC, Digital Island et d'autres sociétés étrangères ont d'ores et déjà pénétré le marché. En outre, un groupe industriel — IDC Initiative — a été créé autour d'un noyau de sociétés, Sun Microsystems, Cisco Systems et Oracle. L'objectif de IDC Initiative est d'intégrer la totalité du CDI en divisant les activités entre différentes sociétés en fonction de leurs spécialités, élargissant ainsi l'infrastructure internet du Japon.

(3) Fournisseurs de services d'application (FSA)

Les FSA permettent aux clients d'utiliser des applications via internet. Puisque les FSA permettent la mise à disposition d'une même application à plusieurs utilisateurs, ils peuvent offrir une multitude de services pour un coût très faible. Les sociétés utilisant les applications FSA peuvent réagir rapidement à un environnement internet en changement perpétuel, parer aux risques et mettre en place des mesures de sécurité. Tout cela représente un aspect de plus en plus apprécié de l'externalisation. Maintenant que l'environnement haut débit est en place au Japon et que le e-gouvernement est devenu une réalité, le marché des FSA offre des opportunités d'affaires intéressantes aux entreprises étrangères leaders dans le secteur des solutions.

(4) La sécurité de l'information

Le dégâts infligés aux ordinateurs par les virus ou les accès non autorisés augmentent en corollaire à l'utilisation toujours accrue d'internet, l'expansion du marché du commerce électronique et les avancées en technologies haut débit. Comme ces menaces potentielles sur les sociétés et les particuliers s'étendent de manière continue au Japon, le secteur de la sécurité informatique continue lui aussi à se développer.

Dans nul autre pays asiatique il n'est aussi facile qu'au Japon, pour les entreprises multinationales, de pénétrer le marché de la sécurité informatique. Les entreprises actives dans d'autres pays d'Asie rencontrent, par exemple, de fréquents problèmes dus à la protection des produits de sécurité et des vendeurs de services nationaux, ou au traitement de faveur accordé aux produits du pays. Le Japon, par contre, n'a pas de restrictions empêchant la mise en place de solutions par des prestataires étrangers dans des entreprises nationales. En effet, la concurrence domine sur le marché japonais, et on peut dire que les produits ayant été acceptés au Japon sont réellement compétitifs.

Le segment de marché des réseaux domestiques, illustré par les appareils communicants

Les appareils communicants peuvent être divisés entre « appareils communicants numériques », comme les téléviseurs ou les lecteurs de DVD, et les « appareils communicants de réseau », comme les réfrigérateurs ou les climatiseurs. En connectant à un réseau ces appareils autrefois indépendants, et en utilisant ensuite un portail sur internet, on peut les contrôler à distance ou obtenir des services de réseau liés au matériel. Par exemple, un utilisateur peut allumer ou éteindre un équipement par le biais d'une ligne de communication depuis l'extérieur de l'appartement ou la maison, ou bien un appareil peut détecter par lui-même un problème et alerter le revendeur ou le fabricant. Ce sont là juste quelques-unes des applications déjà imaginées ou en cours de recherche.

Le marché des appareils communicants numériques consiste tout d'abord en la modernisation d'appareils analogiques grâce à des fonctionnalités numériques. Ainsi, la croissance du marché est portée par l'achat de produits de remplacement nouveaux et numériques.

D'un autre côté, sur le marché des appareils communicants de réseau, les appareils existants, majoritairement des produits électroménagers, devraient, vers 2007, être rendus compatibles au niveau numérique, avec des fonctionnalités de réseau intégrées positionnant le marché des appareils communicants dans une perspective de croissance.

Le segment de marché des infrastructures, illustré par les produits et les services pour les entreprises ou le gouvernement

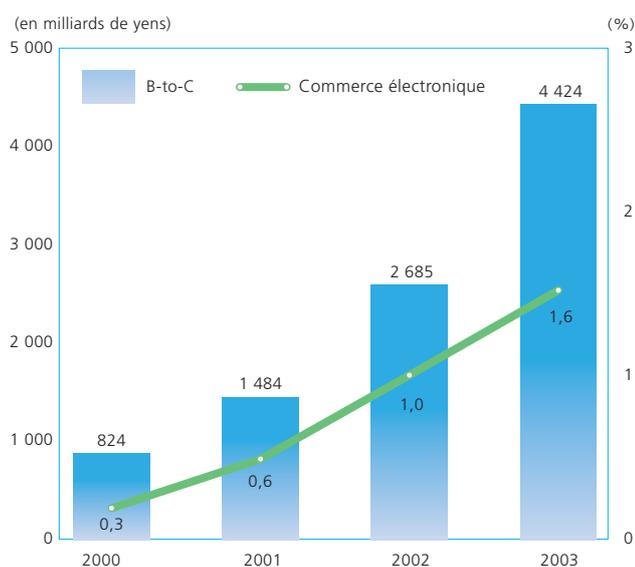
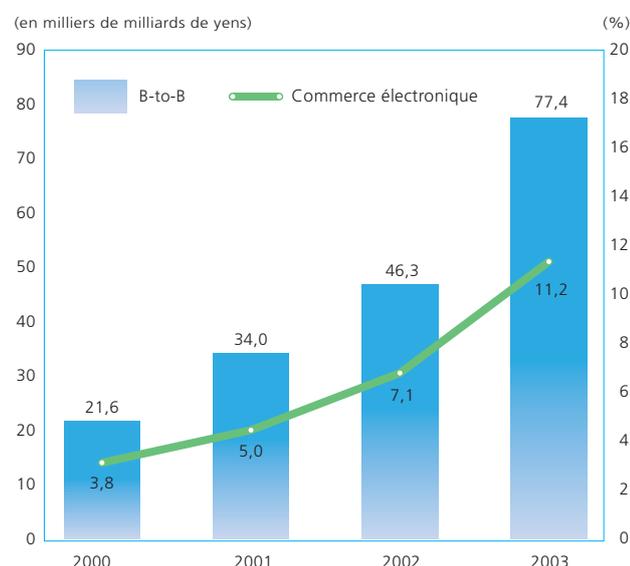
Les services informatiques dédiés aux entreprises sont un élément essentiel du segment des infrastructures. Cela fait plus particulièrement référence à des progiciels intégrés, allant de l'ERP (gestion des ressources de l'entreprise) au GRC (gestion de la relation client) en passant par le SCM (système de gestion de la chaîne logitique), vendus à un large éventail d'entreprises. Les sociétés étrangères dominent certaines portions de ce segment.

Un autre secteur en ligne de mire est le service informatique dédié au secteur public. Cela se rapporte plus précisément au marché en expansion qu'entraîne la promotion de l'e-gouvernement et des e-mairies.

L'e-gouvernement fait référence à l'amélioration des services offerts aux citoyens, en les rendant plus pratiques et plus diversifiés, avec notamment le traitement des salaires des fonctionnaires entièrement par virement bancaire, l'unification des procédures d'importation, d'exportation et portuaires, l'ouverture des marchés publics aux sociétés à capital risque, ou une meilleure communication sur les décisions de construction d'hôtels de ville. De plus, afin de fournir encore plus d'informations par internet, le Conseil de coordination des responsables informatiques des principaux ministères et agences a adopté en mars 2004 une politique d'uniformisation des sites internet gouvernementaux. Ce marché devrait continuer à croître, au fur et à mesure des progrès de la mise en place par le gouvernement de son plan d'e-gouvernement.

Le projet d'e-mairie est lui en cours de développement depuis 2001, en tant qu'élément du « e-Japan Priority Plan » qui vise à amener le Japon à l'ère du numérique. Les collectivités locales sont impliquées dans plusieurs initiatives relatives au regroupement de communes et à la pénurie de personnel dans les TIC, et cherchent notamment à conserver les consultants comme coordinateurs en technologies de l'information indépendants des revendeurs et pouvant faire des recommandations d'un point de vue neutre, à utiliser les services de fournisseurs d'applications offerts par les municipalités les plus avancées, ou à s'associer avec des collectivités voisines pour une externalisation conjointe. Etant donnée la stratégie du gouvernement, la demande de marchés publics pour ces services informatiques d'e-gouvernement et e-mairie devrait être très importante.

Taille du marché et conditions réelles du commerce électronique



Source : « Survey on Market Size and Actual Conditions of E-commerce in FY 2003 », ministère de l'Economie, du commerce et de l'industrie, ECOM, NTT Data Institute of Management Consulting

Le segment de marché du commerce électronique, illustré par les transactions électroniques

Selon Forrester Research, le marché japonais du commerce électronique est le deuxième du monde après les Etats-Unis.

Depuis 2000, le marché du B-to-B s'est accru au rythme époustouflant de 65 % par an. Les deux principales industries intégrant process et assemblage, à savoir les équipements informatiques et l'automobile, ont été les pionnières du B-to-B avec leurs fournisseurs de pièces, principalement de grandes entreprises. Cependant, au cours des dernières années, de nombreuses sociétés de pièces détachées, dont certaines de taille moyenne, se sont lancées sur le marché du commerce électronique, alors que les entreprises d'autres secteurs ont adopté des approches de commerce électronique dans leur process pour essayer de faire baisser les coûts. Les places de marché électroniques, qui mettent en relation vendeurs de biens et de services et acheteurs, se sont également développées et comptent maintenant pour 10 % du marché du commerce électronique. Si la loi sur les obligations électroniques attendue en 2006 définit les obligations de crédit par voie électronique, cela pourrait aboutir à l'émergence d'une place de marché plus vigoureuse pour les transactions électroniques.

Dans presque tous les secteurs, les sociétés ont aussi développé des approches pratiques pour travailler sur le marché du B-to-C. Ainsi, le commerce électronique est devenu un canal de ventes bien établi et semble promis à un bel avenir.

Plusieurs grandes sociétés internationales, dont Yahoo!, Dell ou Amazon.com, ont pénétré le marché japonais. Un facteur significatif contribuant au succès de ces sociétés au Japon a été l'association avec des sociétés japonaises, comme dans le cas de Yahoo! et Softbank. Le secteur B-to-B dans le commerce électronique est très prometteur, ce qui signifie que les sociétés étrangères ont de meilleures possibilités d'y pénétrer ou de s'y développer.

Des opportunités d'affaires à travers tout le Japon

Alors que les TIC se sont répandues dans tout le Japon, les sociétés à capital-risque de ce secteur ont naturellement tendance à se regrouper dans des clusters industriels. Nous allons ici regarder plus attentivement les pôles d'activités de Sapporo et de Fukuoka, où les clusters dédiés aux TIC sont actuellement très prospères.

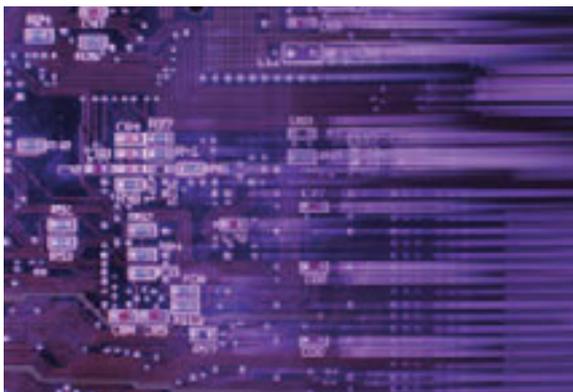
Sapporo

Le volume annuel du chiffre d'affaires des TIC dans le Hokkaido a dépassé les 300 milliards de yens, et le secteur emploie 17 000 personnes. Sapporo, pôle d'activités des technologies de l'information connu sous le nom de « Sapporo Valley », réalise 85 % du chiffre d'affaires annuel du Hokkaido dans le secteur des TIC et emploie 80 % des personnes spécialisées dans ce domaine dans la région.

Les logiciels représentent près de 60 % de l'ensemble des activités des TIC dans la région, suivis par le traitement de l'information avec 30 %, le reste étant constitué par diverses activités (comme l'hébergement des systèmes). L'industrie du logiciel s'est développée de 1,9 %, et l'industrie du traitement de l'information de 1,5 %.

L'un des attraits de la région est sa force dans les technologies. Des recherches conjointes entre les entreprises et les universités (principalement l'Université du Hokkaido) sont en progression et contribuent grandement aux efforts de R&D des entreprises. Outre l'Université du Hokkaido, les organismes de test et de recherche financés sur des fonds publics à Sapporo, comme l'AIIST Hokkaido, soutiennent cette recherche privée.

Dans le passé, la région était spécialisée dans le développement de logiciels destinés à être incorporés à des équipements informatiques, mais elle se diversifie à présent sur d'autres secteurs tout en s'appuyant sur ses aptitudes dans les technologies d'intégration ou les logiciels en open-source. Son désir d'établir des partenariats régionaux avec des sociétés étrangères est évident, comme cela est montré par sa proposition de « e-Silk Road Framework ».



Fukuoka

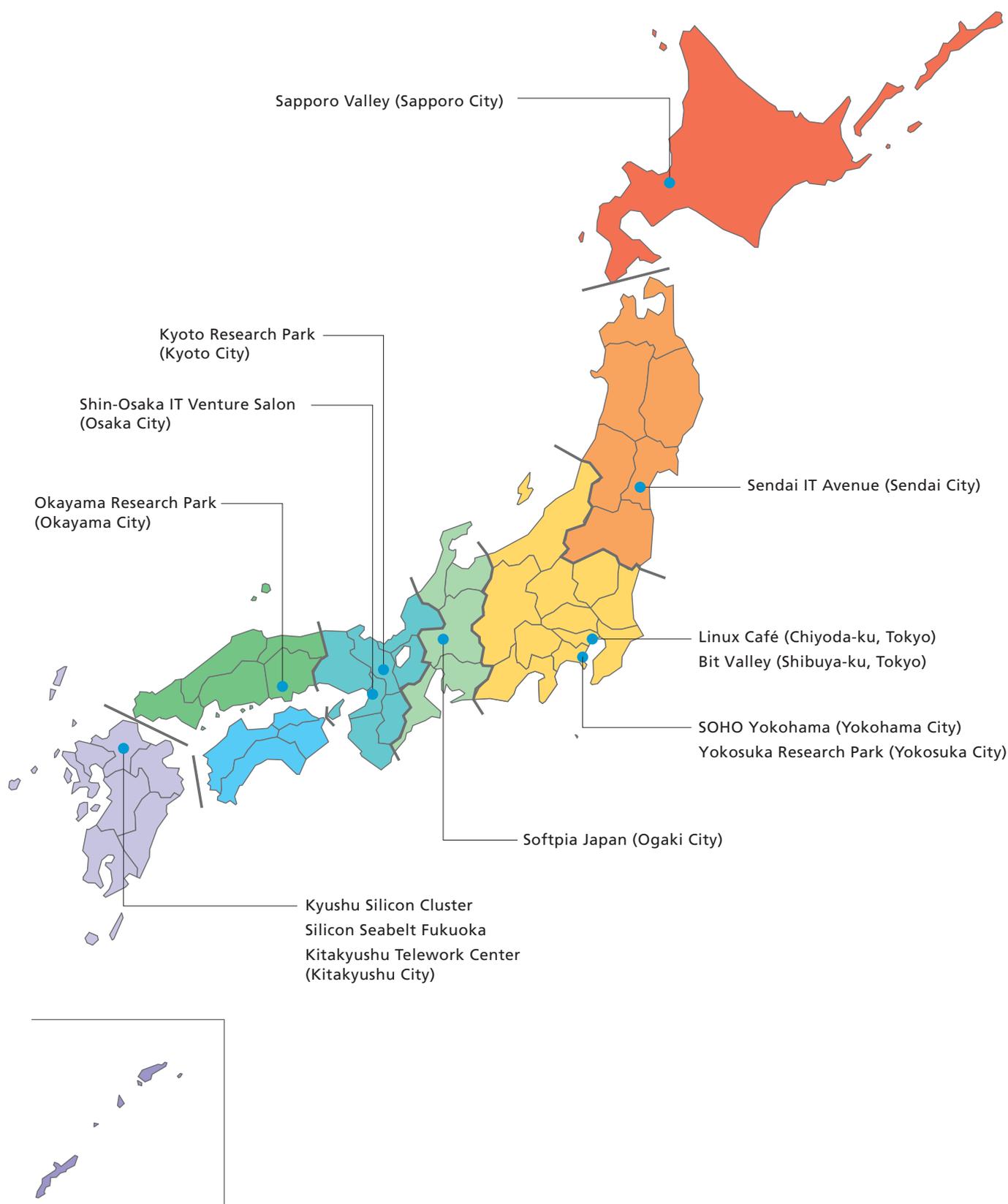
En 2003, près de 300 entreprises spécialisées dans les TIC existaient dans la préfecture de Fukuoka, réalisant un chiffre d'affaires total de près de 300 milliards de yens, et employant 16 000 personnes. Près de 80 % du chiffre d'affaires des TIC a été réalisé dans la ville de Fukuoka, où la plupart des entreprises sont concentrées et qui regroupe 77 % des employés du secteur. Ce chiffre d'affaires a augmenté de 1,7 % au cours des sept années entre 1996 et 2003.

L'industrie du logiciel représente 67 % de l'ensemble des activités de la région dans le secteur des TIC, suivie par le traitement des données (17 %), les autres activités (dont par exemple l'hébergement systèmes) représentant les 15 % restants. L'industrie du logiciel a connu une croissance de 1,9 % au cours des huit années allant de 1996 à 2004, et le traitement des données de 1,5 % sur la même période.

L'un des objectifs du Kyushu Silicon Cluster Project est que son industrie et ses sociétés des semi-conducteurs jouent le rôle de pépinière pour des entreprises compétitives au niveau mondial. De plus, les centres de recherche comme le Kyushu Institute of Systems and Information Technologies (ISIT) ou le Fukuoka System LSI Development Center, ainsi que le Fukuoka System LSI College, un partenariat entre les secteurs public, privé et universitaire, mènent une R&D de niveau international, avançant dans le sens des aspirations de la région à devenir l'un des principaux centres pour le design et le développement de composants électroniques « system LSI ». Des programmes de formation existent également.

Le pôle d'activités en semi-conducteurs de Kyushu s'est remarquablement développé au cours des trente dernières années. Les semi-conducteurs qui y étaient produits en 2000 représentaient quelque 1,4 milliard de yens, soit 30 % des semi-conducteurs japonais — et 10 % des mondiaux. Cela montre bien que la région se positionne comme l'un des principaux centres de production mondiaux.

Les principales zones où sont concentrées les sociétés à capital-risque et les incubateurs dans le domaine des TIC au Japon



Etudes de cas

Société	Nihon Unisys, Ltd.
Création	Mars 1958
Nationalité	Etats-Unis
Activités	Nippon Remington Univac Kaisha, Ltd., créée par un accord entre la société américaine Sperry Corp. et Mitsui & Co. Ltd., a été le prédécesseur du Nihon Unisys actuel. Les activités de la société incluent la vente de systèmes informatiques et la production de logiciels loués.

Société	Oracle Corporation Japan
Création	Octobre 1985
Nationalité	Etats-Unis
Activités	Fournit des logiciels et des services pour aider à l'utilisation de ces produits. Contrôle plus de 60 % du marché pour les bases de données.

Société	Cisco Systems, Inc.
Création	Mai 1992
Nationalité	Etats-Unis
Activités	Cisco Systems est depuis ses débuts l'un des acteurs essentiels du développement d'internet, grâce à ses technologies avancées et son développement de produits.

Sociétés internationales qui réussissent au Japon



Pourquoi s'implanter dans la région de Sapporo

De nombreuses sociétés, et particulièrement de nouvelles entreprises, ont émergé autour de l'Université du Hokkaido, connue pour son haut niveau technologique. On y trouve également plusieurs sociétés locales adaptées à la mise en place de partenariats sur le développement de produits ou l'assistance à l'accélération du design ou de la commercialisation des produits.

Pourquoi s'implanter dans la région de Fukuoka

Menée par son Gouverneur, la région promeut activement la construction d'infrastructures en technologies de l'information et le développement des ressources humaines, tout en encourageant l'industrie des « system LSI » et en soutenant les nouvelles entreprises. De plus, la disposition d'esprit moderne de ses habitants fait de la région de Fukuoka un marché test idéal pour évaluer comment les nouveaux produits et les nouvelles activités seront reçus à un niveau national.

Oracle s'y est implanté afin de promouvoir ses produits auprès de ce type d'entreprises locales tournées vers l'avenir dans la région de Fukuoka, et offrir à ses clients un support après-vente. Fukuoka est le quatrième site japonais d'Oracle, après Tokyo, Osaka et Nagoya.

Pourquoi s'implanter dans la région de Fukuoka

Vouloir ajuster ses activités de vente au plus près de la situation régionale.

La région de Fukuoka est dans le peloton de tête des activités relatives au TIC, et de ce fait constitue un terrain de test idéal pour les nouvelles activités. Sa proximité et ses liens avec les marchés asiatiques est un autre facteur attractif. Les initiatives concrètes des entrepreneurs locaux, qui ont par exemple conduit à équiper des taxis avec des systèmes de reconnaissance vocaux coréens, montre combien établir un précédent et créer un effet d'entraînement à partir de la région peut rendre encore plus attractifs les liens avec les pays d'Asie.

Calendrier de l'entrée sur le marché des principales sociétés internationales

		Ordinateurs	Autres équipements	Semi-conducteurs	Logiciels	Communications	Internet
Avant-guerre	1920	Nippon NCR Ltd. (Nihon Kinsen Toroku-ki)					
	1937	IBM Japan, Ltd.					
Années 1950	1953		Philips Electronics . JAPAN, Ltd (Philips Japan)				
	1958	Nihon Unisys, Ltd. (Nihon Remington Unisys)					
Années 1960	1963	Hewlett-Packard Japan, Ltd (Yokogawa Hewlett Packard)					
	1968			Nihon Texas Instruments Japan Ltd.			
	1969			National Semiconductor Japan Ltd.	Japan System Co., Ltd.		
Années 1970	1975		Motorola Japan Ltd.	Samsung Japan Corp.			
	1976			Intel K.K.			
	1979			Applied Materials Japan, Inc.			
Années 1980	1982					AT&T Japan Ltd.	
	1983	Apple Japan, Inc.	Nortel Networks Ltd.				
	1984			UMC Japan			
	1985		Lucent Technologies Japan Ltd.		Oracle Corporation Japan		
	1986	Sun Microsystems K.K.			Microsoft Co., Ltd.	Cable & Wireless IDC Japan Ltd.	
	1987			STMicroelectronics K.K.			
	1988	Dell Inc.	Nokia Japan Co., Ltd.				
Années 1990	1990			Micron Japan Ltd.	Novell, Ltd.		
	1991				McAfee Co., Ltd. (Nihon Network Associates)		
	1992		Cisco Systems, Inc. Nippon Ericsson K.K. Solelectron K.K.		SAP Japan Co., Ltd. PTC Japan Adobe Systems Co., Ltd.		
	1993		Huawei-3Com Japan K.K. (3Com Japan)				
	1994		EMC Japan K.K.				
	1995					Jupiter Telecommunications Co., Ltd.	
	1996				RealNetworks K.K.		Yahoo Japan Inc. AOL Japan, Inc.
	1997				Computer Associates Japan Ltd. Internet Security Systems K.K.	MCI WorldCom Japan Ltd.	
	1998				Electronic Arts K.K.	Vodafone K.K.	
	1999		Extreme Networks K.K.		Red Hat K.K.		
Années 2000	2000		Avaya Japan Ltd.				Amazon Japan K.K.
	2001						Google Japan Inc.
	2002						LookSmart Japan K.K.
	2004				Sonic Software Japan Ltd.		

Source : mis en forme par JETRO d'après « Overview of Foreign Companies 2004 », Toyo Keizai



www.investjapan.org

JETRO

Japan External Trade Organization
Invest Japan Division, Invest Japan Department
Ark Mori Building, 6F, 12-32, Akasaka 1-chome,
Minato-ku, Tokyo 107-6006, Japan
Tel: +81-3-3582-5571 Fax: +81-3-3505-1854

Cette publication ne peut, ni en totalité ni en partie, être reproduite, conservée sur un système de stockage ou transmise sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique, photocopiée, enregistrée ou autre, sans l'autorisation préalable de JETRO. Les informations contenues dans cette publication ont été vérifiées du mieux possible par l'auteur et l'éditeur. Cependant, JETRO ne peut en aucun cas endosser une responsabilité relative à un quelconque dommage pouvant découler de ces informations.